



**PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
ARRONDISSEMENT DE PALAISEAU
COMMUNE DE
ARPAJON

Demande déposée le : 14/02/2025 Complétée le : 06/06/2025 et 16/06/2025 et 20/06/2025	DOSSIER N° PC 091 021 21 10006 M01
Titulaire : AKHIRAH représentée par Monsieur MLAGHI JESSIM Demeurant : 33 Rue de la Grenouillère, 91290 ARPAJON Objet du permis initial : Construction d'un entrepôt industriel Objet du modificatif : - Changement de surface de plancher suite à la modification de l'aménagement intérieur - Suppression des bandeaux sur toutes les façades - Suppression d'une place de parking - Ajout d'un bassin de rétention, d'un séparateur hydrocarbures et d'une pompe de relevage - Modification des ouvertures au niveau des façades - Modification de la toiture, rajout d'exutoires et rajout d'une plateforme métallique technique - Modification de l'accès principal - Suppression des places aériennes 2 roues/vélos et ajout d'un local vélo - Ajout d'une porte sectionnelle façade Ouest - Déplacement d'une porte façade Ouest - Modification de l'emplacement des bardages bois et métallique sur les façades Sur un terrain sis : Chemin de Chevreuse, Les Grouaissons Nord Ouest 91290 ARPAJON Cadastré : AB 782	SURFACE DE PLANCHER Existante : Accordée : Modifiée : 784,1 m ² Démolie : 0 m ² Nombre de logements accordés : 0 Modifiés : 0 Nombre de logements démolis : 0 ----- DESCRIPTION DU DOSSIER D'ORIGINE N° Dossier PC 091 021 21 10006 Déposé le 29/01/2021 Par Monsieur MLAGHI Jessim Demeurant 20 rue des Chênes 91150 MORIGNY-CHAMPIGNY Délivré le 04/08/2021

Le Maire,

- VU** la demande de permis modificatif susvisée ;
VU l'avis de dépôt de la demande déposée à la mairie de ARPAJON en date du 14/02/2025, affiché le 19/02/2025 ;
VU le Code de l'Urbanisme ;
VU l'arrêté du Maire n°22/2020 en date du 28 mai 2020, portant délégation de fonction et de signature à Madame Martine BRAQUET, 5ème Adjointe au Maire ;
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/09/2006, modifié le 12/01/2011 et révisé le 25/09/2019 ;
VU la délibération n°2020-78 du 23 septembre 2020 approuvant les modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme ;
VU la délibération n° CC. 116/2010 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais en date du 25 novembre 2010 portant création de la ZAC des Belles Vues ;
VU le cahier des charges de cession de terrain (CCCT) fixant des prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de la réalisation de la ZAC et approuvé par le Président de Cœur d'Essonne Agglomération le 28 juillet 2020 ;
VU l'arrêté n° 2016-084 du Préfet de la Région Ile-de-France en date du 16 février 2016 relatif à un diagnostic archéologique ;
VU l'arrêté n° 2017-232 du 21 avril 2017 relatif aux prescriptions du diagnostic archéologique ;

VU l'arrêté n° 20.1122 en date du 28 juillet 2020 portant approbation du cahier des charges de cession de terrain (CCCT) relatif à la ZAC des Belles Vues à Arpajon et Ollainville ;
VU le Cahier des Charges Particulières (CCP) du lot A8e ;
VU la fiche de lot du lot A8e ;
VU l'autorisation de dépôt d'un permis de construire modificatif de la SORGEM, en date du 16 juin 2025 ;
VU l'avis favorable de l'architecte coordinateur en date du 13 juin 2025 ;
VU le permis de construire initial n° PC 091 021 21 10006 délivré le 04/08/2021 à Monsieur MLAGHI Jessim pour la construction d'un entrepôt industriel ;
VU l'avis Favorable d'Eau Cœur d'Essonne en date du 06 mars 2025, et annexé au présent arrêté ;
VU l'avis Favorable assorti de prescriptions de Cœur d'Essonne Agglomération – services techniques en date du 14 mars 2025, et annexé au présent arrêté ;
VU l'avis Favorable d'ENEDIS Accueil Raccordement Electricité en date du 10 mars 2025, et annexé au présent arrêté ;
VU l'avis Favorable assorti d'une ou plusieurs prescriptions du SYORP - Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle en date du 27 mars 2025, et annexé au présent arrêté ;
VU l'avis Favorable assorti de prescriptions du SDIS-Service Départementale d'Incendie et de Secours en date du 12 mai 2025, et annexé au présent arrêté ;
VU l'avis réputé favorable de GRT-GAZ-Département Maitrise Risques Industriels consulté en date du 04 mars 2025 ;

ARRÊTE

Article 1

L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est **accordée**.

Article 2

Toutes les prescriptions émises dans l'autorisation initiale n° PC 091 021 21 10006 délivrée le 04/08/2021 demeurent applicables et devront être strictement respectées.

Article 3

Le présent permis est assorti des prescriptions émises par les services et concessionnaires consultés, dans leurs avis susvisés.

Article 4

La réalisation du présent projet donnera lieu au versement de la taxe d'aménagement pour sa part communale, départementale et régionale.

Article 5

Toutes autorités administratives, les agents de la Force Publique compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal

Un extrait du présent arrêté sera en outre publié par voie d'affichage à la Mairie dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

ACTE EXECUTOIRE

Transmission en Sous-Préfecture le **05 SEP. 2025**
Publication ou Notification le **05 SEP. 2025**
Pour le Maire et par délégation
La Maire Adjointe à l'Urbanisme
Martine BRAQUET



Fait à ARPAJON, le **04 SEP. 2025**
Pour le Maire et par délégation
La Maire Adjointe à l'Urbanisme
Martine BRAQUET



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Elle est exécutoire à compte de sa transmission et sa notification au demandeur (article L.424-7 du code de l'urbanisme).*

Durée de validité du permis : conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Commencement des travaux : Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration Cerfa n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du code de l'urbanisme, est disponible sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Prorogation : Le permis ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. La prorogation est acquise au bénéficiaire du permis si aucune décision ne lui a été adressée dans le délai de deux mois suivant la date de l'avis de réception postal ou de la décharge de l'autorité compétente pour statuer sur la demande. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale.

Affichage : Mention du permis ou de la déclaration préalable doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis tacite ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis et pendant toute la durée du chantier. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

Cet affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.

Délais et voies de recours : le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain des pièces mentionnées à l'article R. 424-15 du code de l'urbanisme. L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déferé ou du recours.

Assurance dommages-ouvrages : le bénéficiaire du permis à l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

